

Mind the Gap : analyse des politiques sectorielles des grandes banques internationales

Synthèse du rapport

Avril 2008

Contact

Yann Louvel
Chargé de campagne Finance privée
Tél : 33 (0)1 48 51 18 92
Fax : 33 (0)1 48 51 95 12
yann.louvel@amisdelaterre.org

Par BankTrack

Traduction Yann Louvel, Les Amis de la
Terre, France



Introduction

Les institutions financières jouent un rôle clé dans tous les secteurs de l'économie. Les citoyens, les entreprises ainsi que les gouvernements à travers le monde dépendent des services financiers des banques de financement et d'investissement. Et bien que leurs services soient trop souvent utilisés pour financer des activités néfastes pour l'environnement, les droits humains et la justice sociale, les banques peuvent également être des vecteurs de changement positif vers un développement durable.

Pour s'engager dans cette direction, les banques doivent faire face à des problématiques essentielles qui s'appliquent à toutes leurs activités. Elles doivent ainsi élaborer et appliquer des politiques de crédit transparentes dans leurs principaux secteurs d'intervention. Fondées sur des directives et des traités internationaux, ainsi que sur les meilleures pratiques internationales, ces politiques doivent également définir la manière dont une banque envisage de travailler avec ses clients. Avec eux, elle devra aborder des problématiques aussi diverses que le respect des droits des peuples indigènes, des travailleurs et des autres parties prenantes, la lutte contre les changements climatiques, l'érosion de la biodiversité ou la dissémination des produits chimiques, ainsi que bien d'autres questions relatives au développement durable.

Néanmoins, se contenter de définir ces politiques ne suffit pas. Il s'agit de les intégrer aux activités et pratiques quotidiennes de tous les secteurs d'activités de la banque. Toutes les décisions concernant des investissements ou des prêts doivent à terme être fondées sur ces politiques, et aboutir à écarter tout client ou transaction potentiel qui ne respecterait pas les critères définis. Une bonne intégration de ces politiques nécessite par ailleurs des engagements indispensables de transparence et de responsabilité.

Avec *Mind the Gap*, BankTrack publie les résultats d'une recherche de dix mois visant à encourager les grandes banques internationales à élaborer et intégrer des politiques sectorielles environnementales et sociales parmi les meilleures au monde, de façon transparente et responsable.

Méthodologie

Le rapport évalue les politiques environnementales et sociales d'une sélection de 45 banques opérant à l'international selon trois dimensions clés :

- Le contenu des politiques internes concernant sept secteurs et sept enjeux transversaux ;
- La transparence et la responsabilité des transactions ;
- L'intégration des politiques dans les pratiques de prêt.

La sélection des 45 banques se réfère aux classements 2006 des plus grandes banques du monde, d'après les actifs totaux, les prêts syndiqués, les financements de projets et les garanties. Pour éviter que les banques américaines, japonaises, britanniques, allemandes et françaises ne soient sur-représentées, les plus petites des banques sélectionnées dans chacun des pays précédemment cités ont été remplacées par d'autres banques considérées comme leaders dans leur région en Asie, en Australie, en Amérique Latine, dans d'autres pays d'Europe, au Canada et au Moyen Orient.

Quatre banques françaises sont prises en compte : BNP Paribas, le Crédit Agricole (Calyon), Dexia et la Société Générale.

Sélection des 45 banques de l'analyse			
ABN AMRO	Pays-Bas	JPMorgan Chase	Etats-Unis
ANZ	Australie	KBC	Belgique
Banco Bradesco	Brésil	Merrill Lynch	Etats-Unis
Banco do Brasil	Brésil	Mitsubishi UFJ	Japon
Banco Itaú	Brésil	Mizuho	Japon
Bank Mandiri	Indonésie	Morgan Stanley	Etats-Unis
Bank of America	Etats-Unis	Nedbank	Afrique du Sud
Bank of China	Chine	Rabobank	Pays-Bas
Barclays	Royaume-Uni	Banque Royale du Canada	Canada
BBVA	Espagne	RBS	Royaume-Uni
BNP Paribas	France	Santander	Espagne
China Construction Bank	Chine	Saudi American Bank	Arabie Saoudite
Citigroup	Etats-Unis	Banque Scotia	Canada
Crédit Agricole	France	Société Générale	France
Crédit Suisse	Suisse	Standard Bank	Afrique du Sud
Deutsche Bank	Allemagne	Standard Chartered	Royaume-Uni
Dexia	France / Belgique	State Bank of India	Inde
Fortis	Belgique	Sumitomo Mitsui	Japon
Goldman Sachs	Etats-Unis	UBS	Suisse
HSBC	Royaume-Uni	UniCredit	Italie
ICBC	Chine	WestLB	Allemagne
ING	Pays-Bas	Westpac	Australie
Intesa San Paolo	Italie		

Certaines banques sélectionnées, contrairement à d'autres, se consacrent à d'autres activités du secteur financier, comme par exemple les assurances et la gestion d'actifs. Compte tenu de ces différences, notre étude se concentre principalement sur les services financiers communs à toutes les banques sélectionnées : tous les types de crédits et de prêts, incluant la garantie des émissions d'actions. L'étude évalue dans quelle mesure ces types d'activités sont guidés par des politiques sociales et environnementales sectorielles et efficaces.

Le rapport définit sept secteurs sensibles (activités comportant de forts risques environnementaux et sociaux) et sept enjeux de développement durable transversaux, pour lesquels chaque banque doit élaborer des politiques de crédit appropriées. Ces secteurs et enjeux sont listés dans le tableau suivant :

Secteurs et enjeux transversaux à intégrer dans les politiques de financement	
Secteurs	Enjeux transversaux
Agriculture	Biodiversité
Barrages	Changements climatiques
Pêche	Droits humains
Forêts	Peuples indigènes
Industrie militaire et commerce des armes	Droit du travail
Mines	Fiscalité
Pétrole et gaz	Produits chimiques

Mind the Gap procède à l'évaluation du contenu des politiques environnementales et sociales et compare les résultats obtenus aux normes internationales, telles qu'elles ont été établies par les conventions et traités internationaux, par les directives nées d'initiatives collectives et par les meilleures pratiques internationales. Ces normes internationales sont largement décrites pour chaque enjeu et chaque secteur dans le rapport complet ¹. Il en résulte une définition de ce qui peut être considéré comme la meilleure pratique au sein de chaque secteur, et pour chaque enjeu.

Pour chaque domaine, la politique existante (ou inexistante) menée par la banque est ensuite évaluée selon ces critères de référence et il lui est attribué une note précise allant de 0 à 4, selon le barème suivant :

- 0 pour l'absence de toute politique ;
- 1 pour une politique vaguement formulée ou mentionnant uniquement des intentions ;
- 2 pour une politique incluant des éléments importants mais incohérente dans l'ensemble ;
- 3 pour une politique bien définie mais ne respectant pas un ou deux éléments ;
- 4 pour une politique conforme aux meilleures pratiques internationales.

Lorsqu'une banque a démontré de façon probante qu'elle n'intervenait pas dans un ou plusieurs secteurs analysés dans cette recherche, elle n'a logiquement pas besoin de politique environnementale et sociale correspondante. Cet élément est pris en compte et le signe 'X' est utilisé dans le tableau global des notes (p.7) pour les éléments qui ne s'appliquent pas à une banque considérée.

¹ Voir <http://www.banktrack.org/doc/File/banktrack%20publications/mind%20the%20gap/080129%20mind%20the%20gap%20final.pdf> ; également disponible en version papier sur simple demande à BankTrack

Résultats de l'étude sur les politiques de financement par secteur et par enjeu

De nombreuses banques ont adopté des politiques environnementales et sociales ces dernières années, mais un autre ensemble assez important de banques reste toujours à la traîne. Comme premier pas, beaucoup ont adhéré à une ou plusieurs des normes et initiatives volontaires de développement durable qui existent à présent dans le secteur financier comme par exemple l'UNEP FI (Initiative du Programme des Nations Unies pour l'Environnement pour le secteur financier), le Pacte Mondial des Nations Unies et les Principes d'Equateur. La pertinence de telles initiatives reste toutefois assez limitée puisque la plupart d'entre elles ne couvre qu'un nombre limité des sept secteurs et des sept enjeux analysés dans ce rapport. La forme et le fond de ces initiatives relèvent souvent largement de la simple déclaration d'intention et elles ne fournissent que peu de lignes directrices pour l'analyse et la sélection des clients au quotidien si elles ne se traduisent pas en politiques et procédures spécifiques et précises.

La conclusion qui s'impose est que les normes et initiatives volontaires ne peuvent se substituer aux politiques rigoureuses développées par les banques elles-mêmes. Aucune d'entre elles, à ce jour, n'a développé de politiques couvrant les sept secteurs et les sept enjeux, mais quelques-unes en ont néanmoins élaborées plusieurs. À l'inverse, dix banques (22%) n'ont développé aucune politique pour aucun secteur ni aucun enjeu.

Le tableau suivant fournit un aperçu du nombre de banques ayant élaboré des politiques pour les secteurs et enjeux analysés dans ce rapport.

Nombre de banques ayant élaboré des politiques environnementales et sociales par secteur et par enjeu			
Politiques sectorielles	Nombre de banques	Politiques transversales	Nombre de banques
Agriculture	9 (20%)	Biodiversité	6 (13%)
Barrages	4 (9%)	Changements climatiques	31 (69%)
Pêche	3 (7%)	Droits humains	12 (27%)
Forêts	14 (31%)	Peuples indigènes	6 (13%)
Industrie militaire et commerce des armes	12 (27%)	Droit du travail	4 (9%)
Mines	4 (9%)	Fiscalité	1 (2%)
Pétrole et gaz	4 (9%)	Produits chimiques	3 (7%)

Si le nombre de politiques élaborées par les 45 banques fournit une indication de l'attention accordée à la gestion du risque extra-financier dans différents secteurs, il est encore plus important d'évaluer le contenu de ces politiques. En effet, un grand nombre de politiques médiocres ou mal élaborées n'auront aucun effet réel, alors qu'une bonne politique peut avoir une influence considérable dans les pratiques de financement et d'investissement d'une grande banque.

Il est encourageant de constater qu'un certain nombre de banques ont mis en place des politiques propres à certains secteurs ou à certains enjeux qui satisfont – ou presque – aux meilleures pratiques internationales. De telles politiques peuvent montrer l'exemple à d'autres banques, et ainsi les encourager, par émulation, à faire de même. Toutefois, à quelques exceptions près, la qualité générale des politiques de crédit élaborées par les 45 banques est plutôt médiocre. En effet, de nombreuses politiques ne proposent guère mieux que de vagues déclarations d'intention et manquent de critères et d'objectifs clairs. Le contenu d'un certain nombre de politiques, qui pourrait potentiellement être de bonne qualité, n'est par ailleurs malheureusement pas rendu public.

Le tableau ci-après démontre que la grande majorité des 45 banques étudiées ici doivent absolument se consacrer prioritairement à l'élaboration de politiques claires, dans des secteurs et sur des enjeux clés, de manière conforme aux meilleures pratiques internationales. Un fossé évident demeure entre les intentions qu'expriment les banques en terme de développement durable et le contenu de leurs politiques de financement et d'investissement.

Les quelques banques qui ont déjà mis en place de bonnes politiques dans certains secteurs ou enjeux doivent élaborer des politiques comparables – voire meilleures – pour d'autres secteurs ou sur d'autres enjeux pertinents. La description des meilleures normes internationales, détaillées et référencées dans le rapport complet, fournit ainsi des indications utiles aux banques qui prennent ce défi au sérieux.

Politiques	Agriculture	Barrages	Pêche	Forêts	Armement	Mines	Pétrole et gaz	Biodiversité	Climat	Droits humains	Droit du travail	Peuples indigènes	Fiscalité	Produits chimiques
ABN AMRO	1	2	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
ANZ	0	2	0	0	0	1	1	1	1	2	1	1	0	0
Banco Bradesco	0	2	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Banco do Brasil	1	2	1	1	0	1	1	1	1	1	1	1	2	0
Banco Itaú	0	2	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Bank Mandiri	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bank of America	0	2	0	2	0	1	1	1	1	2	0	1	0	0
Bank of China	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Barclays	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
BBVA	0	2	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
BNP Paribas	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	0
CCB	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Citi	0	2	0	2	0	1	1	1	1	1	1	1	0	0
Crédit Agricole	0	2	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Crédit Suisse	0	2	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Deutsche Bank	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	0
Dexia	X	X	X	X	2	X	1	1	1	2	1	1	1	0
Fortis	2	2	0	2	2	1	1	1	1	2	1	1	1	0
Goldman Sachs	1	0	0	2	0	1	1	1	0	1	0	2	0	0
HSBC	1	4	0	3	0	3	2	2	2	2	1	2	1	0
ICBC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
ING	2	2	0	2	2	2	2	2	1	1	1	2	1	0
Intesa San Paolo	0	2	0	0	3	1	1	1	1	1	1	1	1	0
JPMorgan Chase	0	2	0	2	0	1	1	2	1	2	1	3	1	0
KBC	0	2	0	0	3	1	1	1	1	2	1	1	1	0
Merrill Lynch	0	0	0	2	0	1	1	0	0	1	0	1	0	0
Mitsubishi UFJ	0	2	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Mizuho	0	2	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Morgan Stanley	0	0	0	1	0	0	0	1	0	2	0	1	0	0
Nedbank	0	2	0	0	X	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Rabobank	2	X	3	1	2	1	X	1	2	2	3	3	3	0
Banque Royale du Canada	0	2	0	2	2	1	1	1	1	1	0	1	0	0
RBS	0	2	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Santander	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	0
Saudi American Bank	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banque Scotia	0	2	0	0	0	1	1	1	1	1	0	1	0	0
Société Générale	0	2	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Standard Bank	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Standard Chartered	0	2	0	0	2	1	1	1	1	1	1	1	1	0
State Bank of India	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Sumitomo Mitsui	0	2	0	0	0	1	1	1	1	1	0	1	0	0
UBS	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	0
UniCredit	0	2	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	0
WestLB	0	2	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Westpac	2	2	0	0	0	1	1	1	1	2	1	1	1	0
MOYENNE	0,2	0,9	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,6	0,5	0,8	0,4	0,7	0,4	0

Résultats de l'étude sur la transparence et la responsabilité

Pour les banques, les questions de transparence et de responsabilité sont encore plus importantes que pour les autres entreprises. En tant que bailleurs de fonds, elles sont responsables, dans une certaine mesure et au même titre que les dirigeants et propriétaires des entreprises qu'elles financent, des activités de leurs clients et des impacts que celles-ci peuvent avoir. Les banques ont donc le devoir d'informer le public non seulement sur leurs propres pratiques, mais aussi sur les activités des clients à qui elles apportent des capitaux.

Cette étude évalue donc également la transparence et la responsabilité des procédures et des pratiques des 45 banques analysées dans les domaines suivants, en comparaison avec les meilleures pratiques internationales, et selon la même logique que pour les politiques sectorielles décrites ci-dessus (p.4), de 0 pour l'absence de toute politique à 4 pour les meilleures pratiques internationales :

- Transparence institutionnelle ;
- Transparence des transactions ;
- Responsabilité institutionnelle ;
- Responsabilité des transactions.

Dans le domaine de la transparence institutionnelle, les progrès sont sensibles. Le rapport conclut que 34 des 45 banques interrogées (75%) ont adopté un certain niveau de transparence en publiant un rapport de développement durable vérifié par une tierce partie et suivant les directives de base de la Global Reporting Initiative (GRI) et de son supplément spécifique au secteur financier. Mais rares sont les banques qui en font plus, en rendant publiques, par exemple, des informations détaillées sur les politiques de crédit qu'elles proposent, et sur les efforts qu'elles font pour les intégrer à leurs pratiques. Seules 18 banques (40%) font preuve d'une responsabilité institutionnelle satisfaisante, en faisant par exemple appel aux services d'intervenants extérieurs pour auditer leurs politiques et leurs rapports de développement durable. Et aucune banque ne va au-delà, en publiant par exemple les résultats de ces audits.

L'application des principes de transparence et de responsabilité au niveau des transactions est toute autre. Parmi les 45 banques étudiées dans ce rapport, pas une seule ne publie de liste contenant les informations de base sur les contrats qu'elle a signés. 22 d'entre elles (49%) ne publient même pas d'analyse de répartition de leur portefeuille de crédits par région ou par secteur. Et seulement 4 banques (9%) ont mis en place un dispositif de recours accessible aux parties prenantes externes.

Le tableau page suivante montre que les pratiques de transparence et de responsabilité des 45 banques sont loin d'égaliser les meilleures pratiques internationales. Les banques doivent donc améliorer urgemment leurs mécanismes de transparence et de responsabilité.

	Transparence institutionnelle	Transparence des transactions	Responsabilité institutionnelle	Responsabilité des transactions
ABN AMRO	2	1	2	1
ANZ	2	0	2	0
Banco Bradesco	2	0	2	0
Banco do Brasil	2	0	0	3
Banco Itaú	2	0	2	0
Bank Mandiri	0	0	0	0
Bank of America	2	0	1	0
Bank of China	0	0	0	0
Barclays	2	1	1	0
BBVA	2	1	1	0
BNP Paribas	1	0	2	0
CCB	1	1	0	0
Citi	2	0	1	0
Crédit Agricole	2	1	2	0
Crédit Suisse	2	0	1	0
Deutsche Bank	2	1	2	0
Dexia	2	1	1	0
Fortis	2	0	2	0
Goldman Sachs	1	0	0	0
HSBC	3	0	1	0
ICBC	0	0	0	0
ING	2	0	2	1
Intesa San Paolo	2	1	2	1
JPMorgan Chase	1	1	0	0
KBC	2	1	2	0
Merrill Lynch	0	0	1	0
Mitsubishi UFJ	2	0	0	0
Mizuho	2	1	0	0
Morgan Stanley	0	0	0	0
Nedbank	2	1	2	0
Rabobank	2	1	2	3
Banque Royale du Canada	2	1	1	0
RBS	2	1	2	0
Santander	2	1	0	0
Saudi American Bank	0	1	0	0
Banque Scotia	2	1	1	0
Société Générale	2	1	0	0
Standard Bank	2	1	0	3
Standard Chartered	2	1	1	0
State Bank of India	0	0	0	0
Sumitomo Mitsui	2	1	1	0
UBS	2	0	2	0
UniCredit	2	0	2	0
WestLB	2	0	2	0
Westpac	2	1	2	3

III. Projets controversés

Dans tous les cas, l'adoption de bonnes politiques ne constitue qu'un point de départ pour les banques sur la voie du développement durable. La question clé réside dans la façon dont ces politiques sont appliquées et intégrées aux pratiques quotidiennes de la banque. Leurs décisions de financements et d'investissements doivent en effet être cohérentes avec les critères et les objectifs décrits dans leurs politiques de crédit. Les portefeuilles de financement et d'investissement des banques doivent ainsi refléter une bonne application de ces politiques.

Malgré son importance, la question de la mise en œuvre des politiques de crédit ne pouvait pas être ici évaluée de manière purement quantitative, comme l'ont été les deux autres problématiques. Au lieu de cela, nous avons choisi une approche différente qui consiste à analyser 30 projets controversés : des clients ou des projets prêtant à controverse et auxquels une (ou plusieurs) des 45 banques a récemment accordé ses services financiers. Ces projets vont du financement de grands barrages ou de mines au commerce des armes et au travail des enfants, en passant par les oléoducs, les plantations d'huile de palme, les usines de pâte à papier et les centrales thermiques au charbon. Chaque projet fait l'objet d'une courte description dans le rapport complet. Ils sont également accessibles en ligne avec plus d'informations et régulièrement mis à jour ².

Le tableau ci-dessous liste les projets controversés impliquant des banques françaises :

BNP Paribas	Crédit Agricole - Calyon	Dexia	Société Générale
Oléoduc Baku-Tbilisi-Ceyhan (BTC)	Oléoduc Baku-Tbilisi-Ceyhan (BTC)	Oléoduc Baku-Tbilisi-Ceyhan (BTC)	Oléoduc Baku-Tbilisi-Ceyhan (BTC)
Centrale nucléaire de Belene (Bulgarie)	Producteurs de bombes à sous-munitions (ex : Thales)	Centrales à charbon de Dynegy (Etats-Unis)	Oléoduc Camisea (Pérou)
Producteurs de bombes à sous-munitions (ex : Thales)	Centrales à charbon de Dynegy (Etats-Unis)		Producteurs de bombes à sous-munitions (ex : Thales)
Centrales à charbon de Dynegy (Etats-Unis)	Mines de Freeport McMoRan (Indonésie)		Mines de Freeport McMoRan (Indonésie)
Mines de Freeport McMoRan (Indonésie)	Mines de charbon (Appalaches, Etats-Unis)		Barrage d'Illisu (Turquie)
Projet pétrolier de Kashagan (Kazakhstan)	Barrage de Nam Theun 2 (Laos)		Projet pétrolier de Kashagan (Kazakhstan)
Mines de charbon (Appalaches, Etats-Unis)	Projets pétroliers et gaziers de Sinopec (Birmanie)		Mine d'uranium de Kayelekera (Malawi)
Barrage de Nam Theun 2 (Laos)	Producteurs d'armes à l'uranium appauvri (ATK)		Mines de charbon (Appalaches, Etats-Unis)
Mines de Vedanta Resources	Mines de Vedanta Resources		Barrage de Nam Theun 2 (Laos)
	Usine de pâte à papier de Botnia (Uruguay)		Projet pétrolier et gazier de Sakhalin II (Russie)
			Mines de Vedanta Resources

Toutes les banques évaluées dans ce rapport ou presque étant impliquées dans un ou plusieurs de ces projets controversés, la qualité de l'application des politiques de financement et d'investissement est donc clairement mise en question.

² Projets controversés (« Dodgy deals ») : voir <http://www.banktrack.org/?show=167&visitor=1>

Pour toutes les banques qui n'ont pas encore mis en place de politiques solides et adéquates dans les secteurs clés et qui sont impliquées dans ces projets controversés, la priorité doit donc logiquement aller au développement et à l'application de telles politiques. En ce qui concerne les banques qui ont déjà de telles politiques, le fait qu'elles soient impliquées dans de tels projets montre bien qu'elles ne peuvent pas se reposer sur leurs lauriers et qu'elles doivent donc redoubler d'efforts pour intégrer leurs propres politiques à leurs pratiques quotidiennes.

Conclusion

Le rapport *Mind the Gap* permet de mettre en évidence l'état des politiques environnementales et sociales des 45 plus grandes banques internationales actuelles (décembre 2007), concernant sept secteurs sensibles et sept enjeux transversaux. Il indique également que ces politiques doivent être appliquées avec rigueur et efficacité, afin qu'aucun client ne puisse bénéficier de financements s'il ne remplit pas les critères définis. Enfin, le rapport insiste sur l'impérieuse nécessité pour les banques d'améliorer leur transparence et leur responsabilité vis-à-vis du monde extérieur en ce qui concerne le contenu de ces politiques et la façon dont elles sont intégrées à leurs pratiques quotidiennes.

Si l'état actuel de la situation est loin d'être parfait, BankTrack note que certaines grandes banques ont fait des progrès indéniables ces dernières années. De nombreuses banques progressent actuellement dans leurs politiques de développement durable – ainsi, plusieurs banques indiquent qu'elles ont des politiques en cours d'élaboration, encore à l'état de documents de travail ; autant d'éléments qui n'ont pu figurer dans le présent rapport, mais qui devraient logiquement apparaître dans des éditions ultérieures.

L'objectif de *Mind the Gap* est d'encourager ces 45 banques – ainsi que leurs consœurs qui ne figurent pas dans la présente étude – à réaliser davantage de progrès, plus rapidement, afin de résorber le décalage qui existe fréquemment entre les discours et les pratiques. De faibles scores doivent donc être considérés par les banques comme un encouragement à améliorer leurs politiques et leurs pratiques. Lorsqu'une banque découvre qu'elle est impliquée dans un projet controversé, elle devrait considérer cela comme un encouragement à accorder plus d'attention à l'intégration de ses politiques au sein de ses différentes activités quotidiennes.

Pour en savoir plus

Mind the Gap

La version complète du rapport (en anglais) '*Mind the Gap – Benchmarking credit policies of international banks*' est accessible en ligne sur le site de BankTrack ³. Une version papier est disponible sur simple demande.

Tous les éléments élaborés et compilés pour le projet de recherche *Mind the Gap*, comme par exemple la série complète des profils des 45 banques analysées ⁴, tous les documents et toutes leurs politiques sont consultables en ligne sur le site de BankTrack, à la rubrique « Mind the Gap » dans la section « Publications ».

De plus amples informations concernant les projets controversés présentés dans l'étude sont également disponibles en ligne ⁵.

Toutes ces informations sont régulièrement mises à jour.

BankTrack

BankTrack est un réseau international de 27 Organisations Non Gouvernementales membres et partenaires (en décembre 2007) analysant les activités et les investissements des grandes banques internationales, dans le but d'orienter le secteur financier vers le développement durable. BankTrack est coordonné à partir de son secrétariat basé à Utrecht, aux Pays-Bas.

L'élaboration de ce rapport a été une entreprise collective de tous les groupes au sein du réseau BankTrack. Il reflète donc l'opinion de tous les groupes membres de BankTrack.

Les Amis de la Terre

Les Amis de la Terre est une association de protection de l'Homme et de son environnement. Créée en 1970, elle est membre de *Friends of the Earth International*, plus grand réseau écologiste mondial présent dans 72 pays avec 1,5 million de membres.

La campagne des Amis de la Terre sur la finance a débuté en 1996 ; les Amis de la Terre travaillent sur les acteurs financiers privés depuis 2005. Les Amis de la Terre sont membres du réseau BankTrack.

³ Voir <http://www.banktrack.org/doc/File/banktrack%20publications/mind%20the%20gap/080129%20mind%20the%20gap%20final.pdf>

⁴ Voir <http://www.banktrack.org/?show=178&visitor=1>

⁵ Dodgy deals : voir <http://www.banktrack.org/?show=167&visitor=1>